

les préjugés protestants de M. de Bismarck. Peut-être n'eût-il pas suffi à provoquer de sa part une attitude agressive. Mais le désir d'unifier l'empire nouveau, au point de vue non-seulement des territoires mais des doctrines, et de lui donner ainsi une assiette en apparence plus solide ; l'espoir de pouvoir assurer, par la formation d'un grand facteur protestant en Europe, la prépondérance de la race germanique sur la race latine ; les encouragements qui lui venaient des docteurs catholiques qui s'étaient révoltés contre Rome, contribuèrent sans doute à fixer ses déterminations. Dans la forme, l'église vieille catholique devait se différencier de l'église protestante ; mais elle procédait du même principe qu'elle ; par l'effet de ce principe, elle était appelée à s'en rapprocher ; elle ne pouvait, en tout cas, être qu'une église nationale cherchant dans l'Etat son principal appui ; à tous égards, par conséquent, elle apparaissait comme un instrument de règne à l'homme politique que des succès merveilleux avaient ébloui et à qui sa foi religieuse ne donnait pas le pressentiment de la force de résistance des consciences catholiques.

On a dit que la formation du parti qui devait s'appeler le centre, avait été le motif de la mobilisation du gouvernement prussien contre l'Eglise catholique. Cette supposition est peu vraisemblable. On avait remarqué au mois de septembre 1870, que, seul des ministres accrédités à Rome, l'ambassadeur prussien, le comte d'Arnim, était venu applaudir par sa présence, à l'entrée de Victor-Emmanuel par la porte Pia. D'autre part, sous la date du 24 octobre 1870, le Kronprinz avait consigné dans son journal que, d'après le langage tenu par Bismarck à son beau-frère, "immédiatement après la guerre on entrerait en campagne contre l'infailibilité." De longue date, du reste, le parti national-libéral, qui semblait vouloir se ranger autour du pouvoir, s'était montré animé d'une vive haine contre l'Eglise : dès 1859, son chef, M. Benningsen, avait dit : "Tout va bien : nous n'avons plus qu'une citadelle à conquérir, celle de l'ultramontanisme." Ces indices et d'autres déterminèrent, au mois de janvier 1871, MM. de Mallinckrodt, de Savigny, Windthorst, Reichensperger et le prince de Lovenstein, à adresser un appel aux électeurs afin d'obtenir leur concours pour la constitution d'un parti de défense religieuse avec un programme bien arrêté ; ils avaient pressenti qu'en face de la puissance impériale, il serait nécessaire de protéger au moyen d'une organisation solide les droits de l'Eglise ; l'Autriche ayant été annihilée, la France écrasée, le pouvoir temporel supprimé, qui donc, si ce n'est les citoyens allemands eux-mêmes, pouvait sauvegarder efficacement les intérêts de la liberté religieuse ?

Le pays fit un accueil favorable à cet appel ; un comité électoral permanent se forma à Mayence : 57 députés se rangèrent sous la bannière du centre. On comptait parmi eux, indépendamment des signataires, les barons de Schorlemer-Alst et de Loë, M. Lieber, le comte de Frankenstein, Mgr de Ketteler ; tous étaient des hommes de foi pratique, dont la vie était en harmonie avec les convictions. Le premier chef du centre fut Herman de Mallinckrodt qui, par son ardeur éprouvée et ses nobles qualités, était naturellement désigné pour ce poste de confiance ; il